

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu du 24 septembre 2014**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**17 h**

**Présences :** C. Poirier (présidence), J.-L. Bourdages, R. Brockington, A. Butler (17 h), C. Creran, S. Gagnon, N. Giannakoulis (téléconférence), L. Haméon, S. Jaroudi, A. Kurikshuk-Nemec, S. Mullen, G. Phillips, A. Picotte, C. Danik (téléconférence), J. Ouellette, D. Martin.

**Absences justifiées :** B. Black, R. Brockington.

**Invités :** Président, Congrès du travail du Canada  
Président, Comité d'audit de l'ACEP, Sean Maguire

Une présentation sur le Congrès du travail du Canada est donnée au CEN, comme demandé.

**1) Points aux fins d'approbation**

1 a) Ordre du jour

Le point 1d) États financiers audités est déplacé en 1b) et le point Nomination d'un nouveau délégué est ajouté en 1f).

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par A. Butler d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) États financiers audités

S. Maguire informe le CEN que le Comité d'audit est heureux de voir que ses recommandations de l'an dernier sur le régime de pension et la comptabilisation des déplacements ont été suivies.

Le Comité d'audit suggère, comme bonne pratique, de changer d'auditeur tous les trois à cinq ans.

On demande pourquoi il y a eu augmentation de la formation des délégués. Il y a eu trois séances additionnelles de formation sur la mobilisation et certaines sections locales ont tenu leurs AGA plus tôt dans l'année.

Au sujet de la question de l'impôt sur le revenu, le Comité d'audit ne voit pas la nécessité d'examiner d'autres aspects, mais convient que les membres devraient être informés de la question et du fait que des mesures correctives ont été prises.

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Creran d'adopter les états financiers audités et d'en recommander l'approbation aux membres.

Pour = 10, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

#### 1 c) Compte rendu du 25 juin 2014

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par S. Mullen d'adopter le compte rendu.

Pour = 8, contre = 0, abstentions = 4. **Résolution adoptée.**

#### 1 d) Plan de mobilisation et de moyens de pression

J. Ouellette fait le point sur le travail en cours. Il mentionne que chaque section locale recevra une liste des désignations. Les communications sont une source de préoccupation. Stratégie et propositions sont partagées – du jamais vu entre agents négociateurs.

Un appel de volontaires pour former un comité de mobilisation doit être lancé. On demande comment les membres seront choisis.

Il est recommandé que deux administrateurs du CEN, deux dirigeants de sections locales, un représentant des comités de négociation EC et TR et une représentation régionale forment la base du comité.

On demande d'inscrire les dates dans le tableau.

Comment le CEN recevra-t-il les rapports et qui fera rapport du travail du comité? Le CEN et le Conseil des dirigeants des sections locales ont besoin de rapports réguliers et fréquents.

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par G. Phillips d'adopter le plan en principe et d'établir le comité d'ici la fin d'octobre au plus tard. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 e) Politique sur la résidence secondaire et les déplacements du président

Point reporté à la prochaine réunion.

#### 1 f) Nomination d'un nouveau délégué

**Résolution** : Il est proposé par G. Phillips et appuyé par L. Haméon d'approuver la nomination de T. Tranquilla comme nouveau délégué à la Commission canadienne des droits de la personne.

Pour = 11, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

### **2) Suivis**

#### 2 a) ServicePlus

J. Ouellette explique le fonctionnement du nouveau programme proposé pour les membres. Il note que le conseiller juridique prépare un avis sur la façon de mettre fin au contrat avec notre fournisseur de programme actuel.

**Résolution** : Il est proposé par C. Poirier et appuyé par S. Mullen, que le président, le président du Comité des finances et le directeur général des opérations négocient les meilleures

modalités disponibles avec l'IPFPC et concluent un contrat de licence afin d'offrir le programme ServicePlus aux membres dès que possible. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **3) Questions de fond aux fins de discussion**

Sans objet.

### **4) Rapports**

#### **4 a) Rapport du président**

L'été nous offre habituellement une période plus calme, au cours de laquelle il est possible de recharger les batteries, de refaire son énergie. Ce n'est pourtant pas ce qui s'est produit cette année.

Par exemple, la négociation n'a pas vraiment pris de pause cet été. Même si nous n'avons pas nécessairement rencontré l'employeur, la préparation allait bon train.

Sur le front intersyndical, les agents négociateurs ont poursuivi pendant l'été les rencontres d'échange et de stratégie. Nous avons convenu en début d'année que nos rencontres ne devraient pas être espacées de plus de 4 à 6 semaines et nous n'avons pas fait exception.

En juillet, les négociateurs de l'Alliance et de l'ACEP ont fait le point sur les rencontres avec le Conseil du Trésor. L'Association, pour une fois, est un peu en avance sur sa grande sœur l'AFPC, bien que ce ne soit qu'une question de forme. Les discussions sur le fond sont loin d'être débutées.

Toujours en juillet, l'exécutif de notre nouvelle section locale à Infrastructure Canada et leur agent de relations de travail ont organisé une rencontre avec la sous-ministre déléguée. Il s'agissait de jeter les bases d'une nouvelle coopération.

J'ai aussi assisté, à titre d'observateur, à une rencontre du Comité consultatif sur la pension. En effet, il semble que M. Clement tarde à autoriser le renouvellement de mon mandat.

En août, j'ai pris deux semaines de vacances avant la reprise des activités de septembre.

Septembre a commencé par l'annonce des noms des candidats à l'élection générale de l'ACEP. Souhaitons que la campagne se déroulera dans le respect et la dignité. Malheureusement, j'en doute.

Mais, en attendant, la vie continue. Nos collègues des sections locales de l'ACEP et de l'AFPC à Santé Canada ont organisé un BBQ à Tunney's Pasture, en appui aux équipes de négociation. Merci pour l'excellent travail. La participation a été bonne, mais il reste à souhaiter qu'elle soit meilleure la prochaine fois avec plus de publicité.

Le jour même du BBQ, le Conseil du Trésor a décidé de déposer aux tables de l'Alliance sa proposition sur les congés de maladie. Il va sans dire que cela a créé une onde de choc. Dès le lendemain, Robyn Benson, la présidente de l'Alliance, demandait la tenue d'un appel conférence pour informer les autres syndicats.

Depuis, nous avons reçu un 'préavis' de Carl Trottier, responsable de la négociation au Conseil du Trésor. Dans son message, il nous communiquait, par courtoisie, le contenu de l'offre faite à l'Alliance. On n'est pas loin ici de la négociation de mauvaise foi.

Les agents négociateurs se sont réunis à nouveau la semaine dernière, en préparation du colloque du CNM. Il va sans dire que la négociation était au centre des discussions. L'intransigeance du gouvernement en place et de son exécutif, Tony Clement, devient un élément qui galvanise la résistance.

Le colloque du CNM se déroulait cette année sur un peu moins de deux jours. Quelques activités nous ont permis d'en apprendre davantage sur des métiers peu connus de la fonction publique. Nous avons aussi pu constater qu'il y a un écart considérable entre l'image du 'tout va bien' que veut projeter l'employeur, et le constat que font les syndicats. Comme je l'ai dit à certains présentateurs au colloque : 'merci de nous permettre d'enlever les lunettes roses' proposées par l'employeur. Il faut dire qu'il s'agissait de représentants de l'Alliance, et qu'ils venaient de nous entretenir des effets de C-4 sur la santé et sécurité. Le colloque devant se tenir à Charlottetown l'an prochain a, encore une fois, été remis à plus tard. En septembre prochain, le Conseil national mixte risque de se réunir à Toronto ou ailleurs en Ontario. Ce qui était jadis une précieuse occasion de réseautage disparaîtra sans doute d'ici quelques années.

#### 4 b) Directeur général des politiques

##### **Négociations collectives EC**

- Initialement, le Conseil du Trésor avait désigné Dennis Duggan comme négociateur de l'employeur à la table EC. Cynthia Nash serait disponible aux fins de continuité, car elle avait négocié avec l'ACEP à la table EC lors de la dernière ronde.
- Cependant, pour des raisons de santé, M. Duggan n'a pu assister aux rencontres à la table à la fin de juin. Pour les mêmes raisons de santé, M. Duggan s'est retiré de la table et Mme Nash est maintenant la négociatrice de l'employeur à la table EC.
- Le Comité de négociation collective EC (CNC EC) s'est réuni le 26 juin pour une séance de travail.
- Le comité a travaillé sur les éléments qui avaient été identifiés comme éléments à discuter dans son cahier. L'agente de recherche et le négociateur ont rédigé le libellé, pour examen par le comité durant l'été.
- Les 22 et 23 juillet, l'ACEP et l'employeur se sont rencontrés à la table de négociation EC. Les rencontres ont servi à présenter la justification du libellé proposé.
- Dans l'après-midi du 23 juillet, le comité de négociation EC s'est réuni pour une séance de travail et a rédigé le libellé pour d'autres sujets qui ont été soulevés comme éléments à discuter à la table. Par la suite, le travail s'est poursuivi par courriel.
- Le comité s'est réuni de nouveau le 17 septembre pour étudier le projet de libellé et travailler sur un ensemble final de questions qui ont été identifiées par le comité de négociation EC comme éléments à discuter. Le comité a effectué son travail et est maintenant en mesure de déposer ses dernières propositions à la prochaine séance à la table de négociation et peut maintenant inviter l'employeur à fournir à l'Association ses dernières propositions.
- L'équipe de négociation EC rencontrera l'équipe de l'employeur la semaine prochaine (les 30 septembre et 1<sup>er</sup> et 2 octobre) et plus tard en octobre (14, 15 et 16 octobre).

##### **Négociations collectives TR**

- Les parties se sont rencontrées à la table à la mi-juin et y sont revenues les 17 et 18 septembre.
- L'employeur a déposé ses propositions attendues depuis longtemps sur les congés de maladie et le régime d'assurance-invalidité de courte durée (AICD) le 18 septembre. Elles étaient évidemment identiques aux propositions déposées une semaine plus tôt aux tables de l'AFPC.
- La proposition AICD était très incomplète et ne renfermait pas assez d'information pour comprendre ce que comporterait effectivement le régime et de quelle façon il s'agencerait avec les congés de maladie. Il a été dit à la table que le syndicat devrait comprendre la proposition dans le contexte de la présentation du projet AICD faite par le Conseil du Trésor à la table en juin. L'équipe de l'ACEP a noté qu'elle n'était pas en mesure de répondre et qu'elle ne répondrait pas aux propositions, car celles-ci étaient vagues et incomplètes.
- Les propositions ont été affichées sur le site Web de l'ACEP.
- Pour les congés de maladie, l'employeur propose de :
  - Réduire de 66 % les congés de maladie annuels, soit de 15 jours à 5 jours;
  - Cesser l'accumulation des crédits de congé de maladie et le report à compter de la date d'entrée en vigueur du régime AICD, soit le 1<sup>er</sup> septembre 2016;
  - Effacer les crédits de congé de maladie accumulés au 1<sup>er</sup> septembre 2016.
- Pour le régime d'assurance-invalidité de courte durée, l'employeur propose :
  - Un délai de carence de 7 jours civils pendant lequel les employés malades ou blessés n'auraient droit à une rémunération que s'ils ont des jours de congé de maladie;
  - 4 semaines de prestations AICD à 100 % du salaire si la demande de règlement de l'employé est acceptée;
  - 22 autres semaines de prestations AICD à 70 % du salaire si la demande de règlement de l'employé est acceptée;
  - Le régime AILD serait modifié de sorte que le délai de carence ne commencerait que lorsque l'employé a utilisé les 26 semaines du régime AICD; le délai de carence passerait donc de 13 semaines à 26 semaines.
- Les quatre raisons justifiant les propositions sur les congés de maladie et l'AICD présentées à la table étaient les suivantes :
  1. Assurer la continuité du revenu pour les employés malades et blessés;
  2. Prévenir les maladies et blessures lorsque c'est possible;
  3. Réhabiliter les employés et les ramener au travail;
  4. Réduire l'absentéisme.
- L'ACEP cernera et communiquera à l'employeur les renseignements dont elle aura besoin pour donner une réponse responsable et éclairée à l'employeur.
- L'ACEP a présenté une série de propositions qui ont été identifiées comme questions à discuter. Libellé et justification ont été fournis.
- L'employeur a présenté verbalement sa proposition sur la rétroactivité. L'employeur propose que les parties s'entendent pour que la rétroactivité se limite aux 12 mois qui précèdent immédiatement la date de signature de la convention collective.

- L'employeur a aussi soulevé la question du régime des congés parlementaires. (Les employés travaillant dans l'administration publique centrale, mais desservant les parlementaires doivent être disponibles en tout temps, jour et nuit, pour assurer le service. Non seulement ne reçoivent-ils pas de rémunération pour les heures supplémentaires travaillées après les heures normales, ils ne reçoivent aucune rémunération du tout. Toutefois, ils ont droit à un maximum de 40 jours de congé parlementaire ou sessionnel en guise de compensation des conditions de travail exigeantes; il existe des dispositions spéciales dans les conventions collectives TR, EC et PA à cet effet.)
- L'équipe de négociation TR a dit être disposée à écouter. Toutefois, elle a prévenu que l'Association considère le système des congés parlementaires comme le mieux adapté aux conditions de travail uniques de la Colline Parlementaire.
- Le lendemain, le 19 septembre, l'équipe de négociation TR s'est réunie pour peaufiner les propositions qu'elle présentera et expliquera lorsqu'elle rencontrera de nouveau l'équipe de l'employeur les 21, 22 et 23 octobre.

### **Désignations TR**

- Le processus de consultation a duré deux mois.
- Les trois dernières rencontres entre l'employeur et l'ACEP ont eu lieu le 27 juin, le 4 juillet et le 8 juillet.
- À la fin du processus, l'employeur a désigné essentiels environ 30 % des postes de l'unité de négociation TR.
- Les employés TR qui occupent des postes désignés essentiels devraient avoir reçu une lettre les informant de la désignation au cours du mois d'août.
- Il est important de noter que l'employeur peut décider en tout temps de désigner d'autres postes. L'employeur est d'avis qu'il n'a pas à s'engager dans de nouvelles consultations pour procéder à des désignations additionnelles.

### **Désignations EC**

- Les consultations ont eu lieu en juillet et août. L'employeur a rencontré le représentant de l'ACEP les 29 juillet, 5 août et 12 août. Moins de 4 % des postes de l'unité de négociation ont été désignés.
- Des lettres ont été envoyées aux titulaires des postes désignés au cours du mois de septembre.
- Au sujet des désignations en général, l'ACEP prépare des informations à l'intention des sections locales afin que celles-ci puissent se préparer en conséquence.

### **Rencontres avec les sections locales**

- Pour donner aux membres le plus d'information possible afin qu'ils puissent prendre des décisions éclairées, nous affichons tout ce que nous pouvons sur le site Web.
- Pour ajouter aux rapports, je rencontre aussi les membres sur invitation des sections locales.
- À l'heure actuelle, je dois rencontrer les membres des sections locales suivantes aux dates suivantes :
  - Section locale EDSC le 9 octobre;
  - Section locale Infrastructure Canada le 10 octobre;

- Section locale Élections Canada le 20 octobre (anglais) et le 27 octobre (français);
- Nous envisageons aussi d'organiser une rencontre de nos membres à l'édifice Crémazie à Gatineau.

#### 4 c) Directeur général des opérations

##### Affaires internes

L'emploi à durée déterminée de Normand Forgues-Roy a pris fin le 28 août. Nous avons conclu un contrat de 50 heures avec lui pour qu'il travaille à la conversion de certains documents PDF sur notre site Web en un format qui répond aux exigences d'accessibilité.

Claude Archambault est le candidat retenu pour un poste à durée déterminée d'agent des relations de travail à la mobilisation. Jake Baizana a été embauché jusqu'en février 2015 comme agent des relations de travail pour une durée déterminée afin de remplacer M. Archambault pendant son affectation.

Isabelle Gaetz a été embauchée comme commis d'administration à durée déterminée, pour remplacer une employée en congé prolongé; elle travaillera à la mobilisation avec Claude Archambault à compter du 29 septembre. Suzanne Carré a été embauchée comme commis d'administration à durée déterminée afin de pourvoir le poste d'Isabelle Gaetz.

À la suite d'une redistribution des fonctions administratives, Gaston St-Onge a été embauché comme téléphoniste et réceptionniste pour une durée déterminée. Il a commencé le 15 septembre.

Finalement, Alain Cossette a été embauché comme agent des communications à durée déterminée pour une période de trois semaines en raison d'une importante augmentation de la demande de nos produits des communications.

##### Site Web

Le nouveau site Web a été lancé le 17 juin et nous avons reçu des réactions positives de membres et de non-membres. Le personnel des communications a reçu une formation pour travailler avec le nouveau système et une partie du travail qui était auparavant sous-traité est maintenant fait à l'interne. Des modifications sont apportées afin d'améliorer le site Web en continu et les suggestions des membres sont toujours les bienvenues. Nous convertissons certains des documents PDF sur notre site Web en un format qui répond à nos exigences d'accessibilité.

##### Négociations – BdP

Le comité de négociation s'est réuni le 8 septembre pour finaliser les propositions de négociation collective de l'ACEP. La première rencontre de négociation aura lieu le 25 septembre. Des négociations sont prévues du 28 au 30 octobre et du 18 au 20 novembre.

Conseil consultatif mixte de la Commission de la fonction publique (CCMCFP), Comité de la clientèle de la Commission des relations de travail dans la fonction publique (CCCRTPF) et Comité de consultation de la clientèle du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (CCCTPFDAR)

La prochaine réunion du CCMCFP doit avoir lieu à l'automne.

La prochaine réunion du CCCRTEFP devait avoir lieu en juin, mais a été reportée. Comme la CRTFP et le TDFP fusionneront bientôt et deviendront la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique, aucune réunion du Comité de la clientèle de la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique (CCCRTEFP), non encore formé, n'aura lieu avant 2015.

La prochaine réunion du CCCTFPDAR doit avoir lieu en janvier 2015.

#### Dossiers de représentation

En raison de notre charge de travail, nous n'avons pas été en mesure de fournir une répartition des principaux sujets indiquant le nombre de dossiers ouverts depuis le début de 2014. L'information sera fournie dans le rapport d'octobre.

#### Causes devant les tribunaux

La Cour fédérale entendra la demande de contrôle judiciaire de la décision dans l'affaire Lebeau (discrimination – droits de la personne – Statistique Canada) le 25 novembre.

#### Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

##### Rôle d'audiences

Aucune cause impliquant l'ACEP n'est actuellement inscrite au rôle d'audiences de la CRTFP.

##### 4 d) Comité des finances

Point reporté à la prochaine réunion.

##### 4 e) Revue législative

Le rapport mis à jour est déposé.

#### **5) Levée de la séance**

La séance est levée à 21 h 40.